



HAL
open science

Le géographe Kiepert et les Balkans à Berlin (1878) : les archives diplomatiques mises en perspective

Goran Sekulovski

► To cite this version:

Goran Sekulovski. Le géographe Kiepert et les Balkans à Berlin (1878) : les archives diplomatiques mises en perspective. *Cartes & géomatique*, 2016, “ Cartographie et traités de paix (XVe-XXe siècle) ”, 228 (6), pp.73-81. hal-01952175

HAL Id: hal-01952175

<https://hal.science/hal-01952175>

Submitted on 20 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE GÉOGRAPHE KIEPERT ET LES BALKANS À BERLIN (1878)

Les archives diplomatiques mises en perspective

par Goran Sekulovski

Chercheur post-doc à l'Université de Genève/chercheur associé à l'E.H.GO (UMR Géographie-Cités)
goransek@gmail.com

Le nom de Heinrich Kiepert est lié au Congrès de Berlin (1878) lors duquel son Esquisse ethnographique de l'Europe orientale (1876) bénéficie d'une autorité indiscutable et représente une référence, même pour le chancelier Bismarck. Cependant, à la demande de l'historien grec Constantinos Paparrigopoulos, le géographe allemand produit une nouvelle carte en 1878, avant le Congrès, qualifiée d'« ethnocratique ». En quoi consiste le nouveau procédé ethnographique ? Quelles modifications subira la carte de Kiepert au niveau des limites territoriales entre Etats souverains dans les Balkans ? La nouvelle carte de Paparrigopoulos-Kiepert a-t-elle eu un impact sur les décisions du Traité de Berlin ? Tels sont certains des enjeux auxquels tente de répondre cet article, à travers la correspondance inédite entre Kiepert et Paparrigopoulos qui porte sur la cartographie et l'ethnographie des Balkans, un débat qui aujourd'hui encore n'a pas perdu de son actualité.

The name of Heinrich Kiepert is closely linked to the Congress of Berlin (1878) during which his Ethnographic Outline of Eastern Europe (1876) enjoyed an unquestioned authority and was the standard reference, even for Chancellor Bismarck. However, at the request of the Greek historian Constantinos Paparrigopoulos, the German geographer produced a new map, in 1878 before the Congress, called "ethnocratic." So what were the new ethnographic results? What were the modifications that Kiepert's map underwent in reference to the territorial borders between the sovereign States in the Balkans? Did the new Paparrigopoulos-Kiepert map have any influence on the decisions contained in the Treaty of Berlin? These are some of the matters this article attempts to deal with based on the unpublished correspondence of Kiepert and Paparrigopoulos in which they discuss the cartography and ethnography of the Balkans. Their debate, even today, has lost none of its relevance.

Introduction

Un aspect important de la cartographie lors de la préparation, l'élaboration et la mise en œuvre des traités de paix, surtout au cours du XIX^e siècle, concerne le corpus des cartes dites ethnographiques. A partir de l'analyse de ces cartes, on retiendra que l'acte cartographique comporte le danger d'influencer les événements (comme la guerre) et les partis, et celui d'adapter les cartes aux exigences politiques du moment en envoyant un message scientifique qu'elles prétendent porter. Or, ce message n'est pas d'une valeur absolue, mais souvent fluctuante : « observer les usages des cartes développés au contact du terrain permet de rappeler combien celles-ci constituent des objets mouvants et malléables au gré des besoins et des attentes de leur(s) auteur(s) ou de leur(s) commanditaire(s), voire de leurs futurs utilisateurs » (Laboulais, 2008, p.11).

En ce qui concerne le contenu de ces cartes, elles

présentent plusieurs faiblesses déjà pointées par leurs auteurs, tels Heinrich Kiepert et Emmanuel de Martonne, que nous pouvons résumer en quatre points : la représentation de la densité de la population, celle des territoires inhabités, celle des proportions des éléments ethniques dans une population mixte et, enfin, la juste localisation des établissements de populations. Cependant, ces cartes ethnographiques semblent indispensables à quiconque souhaiterait connaître la formation territoriale et les principaux tourments politiques en Europe centrale et orientale¹ aux XIX^e et XX^e siècles. Les Balkans ne sont pas une exception. Bien au contraire, les grandes puissances d'alors et les puissances balkaniques par la suite, ont produit un nombre remarquable de cartes au moment de l'émergence des États-nations dans la péninsule et dans le cadre des traités de paix. Avec la naissance de ces États-nations balkaniques, l'appartenance religieuse (celle du *Rum-Millet* ou *millet* orthodoxe²) a été remplacée par une appartenance linguistique, qui devient en fin de

1 Compte tenu de la diversité des sources et des processus de saisie, il arrive que des objets d'une carte décrivent des entités qui ont disparu (problème de mises à jour) ou même qui n'ont jamais existé (utilisation de plan prospectif). La temporalité floue attachée aux objets permet de ne pas ordonner de façon systématique toutes les représentations et ainsi de distinguer les cas d'ordonnement particuliers.

2 Le *millet* dont l'origine représente une communauté confessionnelle dans le cadre de l'Empire ottoman, commence à être considéré par les non-Musulmans du XIX^e siècle comme une communauté de type national.

compte une marque de différenciation nationale. Ou, comme le remarque à juste titre Emmanuel de Martonne (1920, p. 82), « la langue est devenue le symbole de la nationalité ».

De grands noms de géographes et d'experts sont liés à la réalisation de cartes ethnographiques, et ils sont devenus des acteurs importants dans la construction de la destinée politique des peuples balkaniques. Parmi ces traceurs de frontières, il convient notamment de mentionner Heinrich Kiepert, peut-être le meilleur cartographe de son époque. Le nom du géographe allemand est lié au congrès de Berlin (1878) lors duquel son *Esquisse ethnographique de l'Europe orientale* (Kiepert, 1876) bénéficie d'une autorité indiscutable et représente une référence, même pour le chancelier Bismarck. Cependant, à la demande de l'historien grec Constantinos Paparrigopoulos, Kiepert produit une nouvelle carte en 1878, qualifiée d'« ethnocratique » (Kiepert, 1878). En quoi consiste ce nouveau procédé ethnographique ? Quelles modifications subira la carte de Kiepert au niveau des limites territoriales entre Etats souverains dans les Balkans ? La nouvelle carte de Paparrigopoulos-Kiepert a-t-elle eu un impact sur les décisions du Traité de Berlin ? Tels sont certains des enjeux auxquels tente de répondre cet article, à travers la correspondance inédite entre Kiepert et Paparrigopoulos, un débat qui encore aujourd'hui n'a pas perdu de son actualité.

La situation ethnographique de la région avant la carte ethnocratique de Kiepert (1878)

C'est le géologue d'origine française Ami Boué qui écrivit pour la première fois une importante étude sur l'ethnographie de la région en 1840, et qui publia sept ans plus tard une *Carte ethnographique de l'Empire ottoman, la partie européenne, et de la Grèce* (Boué, 1847) (fig. 1). Dans cette carte, il attribua un territoire très important aux Bulgares et accorda aux Ottomans une place limitée dans quelques grandes villes seulement. Il faut signaler que la carte de Boué a rendu un si grand service aux Bulgares, qu'elle a été reprise pendant les premières décennies du XX^e siècle dans d'autres œuvres ethnographiques et des atlas qui favorisaient la position bulgare dans la « lutte géographique » pour la Macédoine.

Les cartes et les études ethnographiques sont devenues de plus en plus en vogue dans la seconde moitié du XIX^e siècle, et beaucoup de géographes

et d'ethnographes, mais aussi de simples voyageurs, suivront l'exemple de Boué, faisant en sorte de noter les particularités ethnographiques de la population comme ils l'entendaient.

La carte la plus significative de cette période du point de vue politique est établie en 1876 par Heinrich Kiepert (fig. 2), professeur de géographie à l'Université de Berlin. C'est d'ailleurs cette carte qui est utilisée par les délégués au Congrès de Berlin, marquant ainsi le point de départ de la soi-disant « Question macédonienne ». Le point commun des cartes précédemment mentionnées est qu'elles indiquent une forte présence bulgare dans la plus grande partie de la Macédoine, en introduisant pour la première fois l'idée que les Bulgares constituent le plus grand groupe ethnique en Macédoine.

Ces nouvelles cartes ethnographiques ont un grand impact sur les autres pays balkaniques ainsi que sur leurs appétits expansionnistes, à tel point que cela a suscité une véritable « bataille des cartes » (Sekulovski, 2015). C'est alors qu'a émergé une cartographie ethnographique du côté grec, soucieuse de contrer l'idée que la majorité des sujets du Sultan étaient Bulgares. La dévotion à la foi orthodoxe n'impliquait plus nécessairement un sentiment de nationalité grecque, ce qui était le cas jusqu'à là, quand l'identité religieuse (celle du *Rum-Millet*) était confondue avec l'identité nationale grecque - le meilleur moyen d'hellénisation. Dès lors, nombreux étaient les chrétiens du Patriarcat de Constantinople¹ qui ne se considéraient pas comme des Grecs, mais comme des Slaves, Albanais, Roumains... D'autant plus que l'établissement d'une Église nationale bulgare en 1870 a considérablement réduit l'influence grecque qui s'exerçait dans la région justement par le biais de la religion.

Ainsi, à partir de 1877, apparaissent des cartes se concentrant sur les éléments religieux et culturels, et introduisant l'idée grecque dans l'ethnographie en Macédoine. L'exemple éloquent est illustré par la carte publiée en 1877 par le cartographe britannique Edward Stanford (fig. 3), qui dans ses remarques introductives explique que la plupart des Bulgares du nord de la Thrace et de la Macédoine ne sont ni purement bulgares ni purement grecs, mais qu'ils sont en fait des « Grecs bulgarophones », « car le grec est un élément courant dans leur constitution » (Stanford, 1877, p. 12-13).

3 Le système ottoman du *Rum-Millet* (*millet* orthodoxe) a provoqué une grande centralisation de l'Église orthodoxe aux frontières de l'Empire, autour du Patriarcat grec de Constantinople, et le patriarche œcuménique devint « ethnarque », ou chef de tous les peuples orthodoxes.



Figure 1 : Ami Boué, Carte ethnographique de l'Empire ottoman, la partie européenne, et de la Grèce (1847).
 Source : (Berghaus, 1848, pl. 19).



Figure 2 : Heinrich Kiepert, Esquisse ethnographique de l'Europe orientale (1876).



Figure 3 : Carte ethnographique de Turquie d'Europe et de la Grèce publiée à Londres par Edvard Stanford. Source : (Stanford, 1877). La couleur bleue représente les « Grecs », la jaune les « Albanais », la rouge les « Turcs », la verte les « Bulgares », la marron les « Serbes ».



Figure 4 : Heinrich Kiepert, Tableau « ethnocratique » des pays du Sud-Est de l'Europe (1878). Source : (Kiepert, 1878).

La carte de Kiepert-Paparrigopoulos à travers leur correspondance

Plus significatif encore est l'exemple de Kiepert qui, à la demande de la Société pour la diffusion des lettres grecques⁴, produit une nouvelle carte en 1878, cette fois-ci « ethnocratique » (et non pas ethnographique) (fig. 4). En effet, pour les cartographes et historiens de l'époque, les cartes antérieures étaient insuffisantes puisqu'elles dressaient les frontières sur des critères ethnographiques uniquement. Pour corriger cela, il fallait prendre en considération un autre critère qui mettait l'accent sur les frontières naturelles : le critère ethnocratique, terme inventé pour l'occasion.

Grâce à la correspondance entre le géographe allemand Kiepert et le père de l'historiographie grecque et membre de la Société, Constantinos Paparrigopoulos⁵, conservée dans les Archives diplomatiques françaises⁶ nous connaissons les efforts faits par ce dernier auprès de Kiepert « pour l'amener à reconnaître l'inexactitude des données d'après lesquelles ont été dressées, jusqu'ici, les cartes ethnographiques de la Presqu'île des Balkans » (Archives diplomatiques, fol. 265r-266v).

Le nouveau procédé s'appuyant sur des bases ethnocratiques consiste « à séparer les pays hellènes, slaves, roumains et albanais par divisions ou groupes de race et autant que possible par frontières naturelles et à donner à chaque division ou groupe une seule couleur » (Archives diplomatiques, fol. 267r-275r). En s'efforçant d'obtenir des modifications dans le dessin des cartes de Kiepert au profit des intérêts grecs, Paparrigopoulos va même jusqu'à faire le voyage à Berlin et ceci avant le Traité de Berlin (juin-juillet 1878).

Pendant son séjour à Berlin, Paparrigopoulos a réussi à convaincre Kiepert de dessiner une nouvelle carte de la région comprenant le Péloponnèse, la Thessalie, l'Épire, la Macédoine, la Thrace, et la Roumélie orientale. Lors de cette première rencontre entre Kiepert et Paparrigopoulos, l'historien grec a précisé certaines exigences concernant les limites de la carte, et comment elle devrait être « colorée ». Pendant l'année écoulée entre cette réunion et la publication de la version finale de la carte, Kiepert et Paparrigopoulos ont entretenu une riche correspondance au cours de laquelle le cartographe allemand, en accord avec les revendications

grecques, a changé presque entièrement sa description antérieure de la région, en dépit de ses réserves initiales concernant le coloris de certaines régions et le nom qui doit être imprimé sur la carte.

Le premier désaccord concerne les « deux terrains de transition » : le premier est la zone intermédiaire entre le Haut Balkan et les contreforts méridionaux du Balkan (le *Karadja-dagh* et l'*Orta-dagh* ou *Μοσον ρος*; la *Sredna gora* des Bulgares), et le second les vallées supérieures du Strymon et du Vardar. Kiepert était favorable à l'élaboration d'une ligne de démarcation entre l'« ethnocratie » grecque et celle des Bulgares un peu plus au sud de ce que Paparrigopoulos souhaitait. La première région était, comme Kiepert l'affirme, « exclusivement habitée par les Bulgares », alors que pour la deuxième région : « je lui ai donné une extension qui peut-être vous semblera exagérée mais qui pourtant est justifiée par le fait qu'on n'y trouve point des Hellènes (sinon des marchands ou des maîtres d'école établis çà et là dans quelques villes) et qu'enfin les Bulgares forment la grande majorité encore dans la partie méridionale de la Macédoine, qui est indiquée comme rouge [le territoire grec] » (Archives diplomatiques, fol. 278r-279v).

Kiepert a demandé à être informé de tout changement portant sur les frontières qu'il avait suggérées et, le cas échéant, que le nom de Paparrigopoulos ou d'un autre membre du Comité soit cité « comme auteur du coloris » (Archives, fol. 279r). Même si nous ne disposons pas de la réponse de Paparrigopoulos parmi les documents, il est possible de déduire de la lettre de Kiepert datée du 9 octobre 1877 de Naples que l'historien n'a pas accepté les modifications proposées par Kiepert. De plus, ce dernier a été étonnamment complaisant dans sa réponse, lorsqu'il déclare qu'il est « parfaitement sensible aux raisons et aux faits » présentés par Paparrigopoulos « pour prouver la nationalité plus que demi-hellénique au moins de la partie méridionale de la Macédoine » (Archives, fol. 280r), c'est-à-dire que la partie sud de la Macédoine était plus qu'à moitié grecque. En ce qui concerne la version révisée de la carte, Kiepert a souligné qu'il était impossible de tracer « de mémoire seulement, une ligne exacte » et a suggéré d'envoyer à Paparrigopoulos un « exemplaire de la carte entière avec un coloris » (Archives, fol. 280v), où ce dernier pourrait introduire ses rectifications.

Cependant, la flexibilité de Kiepert a eu ses limites. Ainsi le nom proposé par Paparrigopoulos pour la

4 En grec : « Συλλογος προς Διαδοση των Ελληνικων Γραμπτων ».

5 Sur l'auteur de l'ouvrage monumental *Histoire de la nation grecque* publié entre 1860 et 1874 voir la thèse non publiée de Demosthenes Kontos (1986).

6 Archives diplomatiques de La Courneuve, ms Correspondance politique, Grèce, vol. 106, f. 265r-289v, plus loin « Archives » avec l'indication du numéro de folio cité. La correspondance complète se trouve également dans notre thèse de doctorat (Sekulovski, 2014, p. 528-535).

nouvelle carte, « Tableau des terres grecques » n'était pas acceptable pour le géographe allemand : « Moi je n'ai rien à objecter au Πινάξ των ελληνικών χωρών [Tableau des terres grecques] que ce fait qu'au moins la moitié [souligné par l'auteur] de l'aire représentée sur la carte, comprend des pays qui n'ont jamais été ni helléniques ni hellénisés, comme la Serbie, la Valachie, la Bulgarie Danubienne, le Monténégro, l'Albanie Septentrionale [souligné par l'auteur] » (Archives, fol. 280v-281r).

La lettre de Paparrigopoulos envoyée d'Athènes à Kiepert en date du 16 février 1878 révèle que la lettre et le dernier échantillon de la carte envoyés par le cartographe n'avaient pas réglé le différend concernant les limites de la domination grecque dans les régions de Thrace, de Macédoine et d'Épire. Plus encore, le cartographe allemand avait réitéré sa demande de placer le nouveau coloris de la carte sous la paternité d'un membre de la Société (Paparrigopoulos ou autre) et, en dépit de leurs échanges précédents, le Royaume de Grèce avait été dessiné avec une couleur différente des autres terres helléniques.

Cette dernière « erreur » semblait dépasser les bornes pour l'historien grec, en provoquant une réaction vive de sa part : « Ainsi que vous voyez, M. le Professeur, votre dernier travail est loin de répondre aux premiers arrangements, auxquels vous aviez bien voulu donner votre parfait assentiment. Il va sans dire qu'il est impossible d'accepter ces modifications. Nous ne pouvons les attribuer qu'à un malentendu quelconque ; aussi nous avons le ferme espoir, qu'après les considérations que nous venons de soumettre, vous voudrez bien donner à M. Reimer les indications nécessaires afin de mettre les différents coloris conformément aux bases établies par vous et que nous nous étions empressés d'accepter. Nous avons télégraphié à M. Reimer afin d'arrêter tout nouveau travail sur la carte, jusqu'à ce qu'une entente se soit établie entre nous » (Archives, fol. 279v-280r).

La manœuvre de l'historien grec a évidemment fonctionné, car la dernière lettre de Kiepert datée du 25 février 1878 à Berlin est presque apologétique quant à son acceptation des termes suggérés par Paparrigopoulos : « je ne voulais d'aucune manière anticiper par ce croquis provisoire (qui comme me disait M. Reimer ne devait représenter qu'un échantillon de la manière du coloris) la décision définitive sur les lignes de frontières à adopter. J'ai pensé plutôt avec M. Reimer que l'impression de la carte (dont les corrections se font maintenant sur les pierres lithographiques) devrait être différée jusqu'à un

terme très prochain, à ce qu'il paraît, où il sera possible d'y introduire les nouvelles frontières de la Bulgarie, de la Serbie et de Monténégro établies par la paix [Traité de San Stefano], que nous autres désirons si vivement [...] Toutefois, si vous voulez absolument être en possession d'un nombre certain d'exemplaires de la carte, destinés pour le besoin du moment [souligné par l'auteur], on en pourra faire tirer et colorier, selon les indications et les corrections que vous voudrez bien nous faire parvenir (Archives, fol. 287r-288r) ».

Dans la même lettre Kiepert avait imploré, encore une fois, qu'un autre nom soit associé au sien comme auteur du coloris, de peur qu'il ne soit l'objet de critiques de l'« inconséquence » par ceux qui ne sauraient pas, selon ses mots, faire la distinction « entre les tendances très différentes de cette carte et des cartes ethnographiques publiées sous mon nom » (Archives, fol. 288v). Au final, la position de Paparrigopoulos a prévalu, même s'il semble que cela ait pris encore trois à quatre mois pour convaincre le géographe allemand, mais les détails ne sont malheureusement pas documentés.

Il est clair donc que la carte de Kiepert, dénommée *Tableau ethnocratique des pays du Sud-Est de l'Europe* (Kiepert, 1878) (fig. 8) est nettement différente de sa carte ethnographique qui mettait en valeur des éléments comme la race, la religion et les associations historiques. Après avoir introduit certains changements, Kiepert a obtenu comme résultat un État grec élargi visant à inclure le sud de la Macédoine « de la province de Bitolia jusqu'à Krushevo et l'Albanie méridionale » (Wilkinson, p. 74-75).

Cependant, il faudrait de l'imagination pour suggérer que l'acceptation peu enthousiaste de Kiepert des « arrangements » avec Paparrigopoulos, en complète opposition avec sa précédente carte, était due à sa sincère conversion à la cause grecque. Paparrigopoulos a réussi à se servir de la notoriété incontestable de Kiepert dans le monde géographique, en s'assurant que seul le nom du géographe allemand apparaîtrait sur la carte, même si c'est lui-même qui rédigea la *Notice explicative* (Kiepert, 1878). Le résultat était si convaincant que même le grand spécialiste de l'ethnographie de la région, Henry Robert Wilkinson (1951, p. 75), s'était trompé en déclarant : « dans la notice explicative accompagnant la carte, Kiepert souligne les difficultés inhérentes à la production d'une carte ethnographique et il maintient que l'usage de ces cartes pour l'élaboration de frontières politiques était une mauvaise pratique, que le géographe ne peut tolérer ».

Le traité de Berlin (1878) et l'impact de la carte de Kiepert-Paparrigopoulos

La carte de Kiepert-Paparrigopoulos montre que la production de cartes, dans l'objectif de soutenir les projets politiques aussi bien balkaniques qu'euro-péens, se faisait sous l'influence des événements géopolitiques de l'époque, fruits des différents accords et projets des grandes puissances pour le partage et la destinée de la Macédoine suite au départ des Ottomans. C'est pourquoi les travaux des géographes et des cartographes ont joué un rôle de premier ordre, essayant de montrer le rapport et la dépendance entre la carte ethnographique et la carte politique.

Un cas de figure est celui du traité de San Stefano en 1878, entre l'Empire russe et l'Empire ottoman, qui visait à établir un nouvel État dont le territoire incluait toute la Macédoine ottomane⁷. Ce traité, qui eut pour objectif la création de « La Grande Bulgarie » de quelque 160 000 km² incluant toute la Macédoine, à l'exception de Thessalonique, n'a pas été adopté pour la simple raison qu'il a été considéré comme un triomphe de la Russie, et a provoqué des réactions immédiates de la part de la Grande-Bretagne et de l'Autriche-Hongrie. Ces dernières ont demandé la révision du traité et de nouvelles négociations sous la présidence de Bismarck. Quelques mois plus tard les pourparlers se sont terminés par un nouveau traité, celui de Berlin (1878), qui cette fois réduisit de façon significative le territoire de la Bulgarie du traité de San Stefano. Cependant, il est important de souligner que le nouveau traité n'a apporté aucun changement quant à la répartition ethnique dans l'espace géographique macédonien et que les limites ethnographiques de la première carte de Kiepert (1876) restèrent toujours en vigueur pour les Européens.

Bien qu'une telle vision soit favorable aux Bulgares, qui continuèrent à défendre cette cartographie occidentale, la question macédonienne n'a pas été résolue par le simple fait de rendre la Macédoine à l'Empire ottoman. La question n'a été que repoussée à plus tard et c'est dans ce nouveau contexte géopolitique qu'un nouvel acteur commence à manifester son intérêt pour la Macédoine : la Serbie, qui est à la recherche d'un débouché possible sur la mer.

La carte de Kiepert-Paparrigopoulos était essentiellement une sorte de protestation à l'égard de toutes les autres cartes ethnographiques, en

s'interrogeant sur leur légitimité, voire leur pertinence, en termes d'aide à déterminer les frontières nationales. Il est clair également que la correspondance et la négociation qui précèdent la publication du *Tableau Ethnocratique* de Kiepert ne sont aujourd'hui disponibles pour l'historien et le cartographe, que parce que Paparrigopoulos avait lui-même choisi de les divulguer aux représentants des puissances européennes à Athènes, une fois qu'il eut obtenu la garantie de la publication de la carte sous ses termes. Les lettres ont été attachées à une note qui précède la correspondance intitulée *Quelques mots sur les cartes de l'Orient* (Archives, fol. 267r-275r). Dans ce mémoire, Paparrigopoulos a fait valoir que, bien que personne ne conteste le bien-fondé du travail géographique de Kiepert, la même certitude ne pouvait être soutenue pour la composante ethnographique, parce que Kiepert lui-même était « loin de croire à la valeur absolue des données que nous avons sur la population des diverses races en Orient » (Archives, fol. 267v).

C'est bien à une géographie des besoins du moment que l'on a affaire, une géographie où l'imprécision ethnique, et par là même territoriale dans les Balkans, rend nécessaire la contribution des géographes, des historiens et des cartographes, constamment à l'écoute des mouvements de l'espace et du temps dans une région géographique particulièrement instable. Plus encore, rien n'empêche que la carte ethnographique soit reproduite, qu'elle fasse son retour sous le nom de « Grande Bulgarie », « Grande Albanie », « Grande Serbie », « Grande Macédoine » comme le montre cette carte de synthèse des « frontières ethniques » dans les Balkans (fig. 5).

Conclusion

Il est difficile d'évaluer l'ampleur exacte de l'impact que la carte de Kiepert-Paparrigopoulos pouvait exercer en Europe occidentale. Certes, cette production du géographe allemand est restée dans l'ombre plus que ses travaux antérieurs, mais elle ne permettait pas non plus à Paparrigopoulos de tirer l'avantage qu'il espérait tant. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, le géographe allemand a clairement démontré que l'ethnographie n'était pas une science exacte qui détermine les frontières avec précision. Évaluer les critères qui déterminent la composante « ethnographique » d'une carte signifiait en même temps que des méthodes alternatives pouvaient être introduites, se traduisant par des cartes différentes. Cependant, cela n'a pas porté

⁷ Sous le pouvoir ottoman, qui n'a jamais reconnu une unité administrative macédonienne, la région correspondait plus ou moins aux trois vilayets d'Usküb (Skopje), Monastir (Bitola) et de Selanik (Salonique), et réunissait une population d'environ 2,5 millions de personnes issues de différentes ethnies. Les trois nouveaux pays - la Bulgarie, la Serbie et la Grèce - cherchent alors à exercer leur droit sur les parties de la région afin d'agrandir leur territoire.

une atteinte significative au pouvoir de ces cartes. Au contraire, le procédé ethnographique a souligné leur importance dans la visualisation d'un objectif politique sans le nommer comme tel, en le rendant disponible dans sa forme la plus simple pour les observateurs, ce qui était le deuxième et le plus conventionnel des usages de la carte de Paparrigopoulos.

La carte ainsi conçue n'a pas été destinée à un public de géographes de l'Europe, pour qui elle était probablement trop brute, mais pour la circulation des savoirs géographiques et cartographiques dans les salles de cours en Macédoine, dans les écoles où la Société pour la diffusion des lettres grecques avait fourni des manuels scolaires, des enseignants et bien sûr, des cartes. En un sens, Paparrigopoulos a donné au public grec un moyen de transformer la foi qu'ils avaient pour leurs intérêts en Macédoine et l'assurance bien nécessaire que si les cartes devaient être dressées afin

de montrer la répartition des races en Orient, l'héritage de la civilisation de la Grèce était un principe beaucoup plus justifié que les chiffres exacts dans la détermination de leurs couleurs.

Or, l'usage des cartes à cet égard, en particulier dans les écoles et par les médias d'aujourd'hui, est un outil dangereux dans les mains de ceux qui veulent imposer une nouvelle idéologie des identités nationales dans les Balkans (les élites politiques et intellectuelles), en s'appuyant sur des cartes ethnographiques des XIX^e et XX^e siècles. Bien qu'il s'agisse d'un discours géographique auquel n'adhère pas la totalité de la population, cette émergence de l'argumentation autour des « frontières ethniques » risque cependant de provoquer un effet boule de neige et de se révéler néfaste pour l'imaginaire géographique des générations futures d'élèves, en héritant des stéréotypes trompeurs causés par l'usage abusif des cartes.



Sources
A. Cattaruzza et P. Sintès, *Atlas géopolitique des Balkans*, Paris, Autrement, 2012, p. 52
C. Lutard, *Géopolitique de la Serbie-Monténégro*, Bruxelles, Complexe, 1998, p. 69-70

Conception
G. Sekulovski, UMR Géographie-cités 2012

Figure 5 : Mythes géographiques des « frontières ethniques » dans les Balkans en référence aux frontières politiques actuelles.

Bibliographie

Archives diplomatiques de La Courneuve, ms Correspondance politique, Grèce, vol. 106, fol. 265r-289v.

Berghaus H., 1848, *Physikalischer Atlas*, vol. 2, VIII : Ethnographie, Gotha, J. Perthes.

Boué A., 1847, « Ethnographische Karte des Osmanischen Reiches, europäischen Teiles, und von Griechenland, 1:3 800 000, dans Berghaus H., 1848, *Physikalischer Atlas*, vol. 2, VIII : Ethnographie, pl. 19, Gotha, J. Perthes.

Boué A., 1840, *La Turquie d'Europe ou observations sur la géographie, la géologie, l'histoire naturelle, la statistique, les mœurs, les coutumes, l'archéologie, l'agriculture, l'industrie, le commerce, les gouvernements divers, le clergé, l'histoire et l'état politique de cet empire, avec une carte nouvelle de la Turquie d'Europe*, 4 vol, Paris, A. Bertrand.

Kiepert H., 1876, *Ethnographische übersichtskarte des europäischen Orients*, 1:3000 000, Berlin, D. Reimer.

Kiepert H., 1878, *Notice explicative sur la Carte Ethnocratique des pays helléniques, slaves, albanais et roumains*, Berlin, Imprimerie des Kerskes & Hohmann.

Kontos D., 1986, *Konstantinos Paparrigopoulos and the Emergence of the Idea of a Greek Nation*, thèse de doctorat, Université de Cincinnati.

Labbé M., 2007, « Les usages diplomatiques des cartes ethnographiques de l'Europe centrale et orientale au XIX^e siècle », *Genèses*, vol. 68, n°3, p. 25-47.

Laboulais I., 2008, « Introduction – Les 'coulisses' des cartes à l'époque moderne », dans Laboulais I., dir., *Les usages des cartes (XVII^e – XIX^e siècle). Pour une approche pragmatique des productions cartographiques*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, p. 5-14.

Martonne de E., 1920, « Essai de carte ethnographique des pays roumains », *Annales de géographie*, tome 29, n° 158, p. 81-98.

Sekulovski G., 2014, *Enquêtes sur une identité nationale et ecclésiale : la Macédoine entre territoires, Églises et mythes nationaux*, thèse de doctorat, Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Sekulovski G., 2015, « La bataille des cartes autour de la Macédoine dans la guerre de 14/18 », *Cartes & Géomatique - Revue du Comité français de cartographie*, n° 223, p. 91-103.

Stanford, E., éd., 1877, *An ethnological map of European Turkey and Greece with introductory remarks of the distribution of races in the Illyrian Peninsula and statistical tables of population*, Londres, E. Stanford.

Wilkinson H. R., 1951, *Maps and Politics. A Review of the Ethnographic Cartography of Macedonia*, Liverpool, University Press.